

## POLITIQUE LOCALE DU COMMERCE

### Projet de convention de versement d'un fonds de concours entre la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas et la commune du Tréhou

#### Entre

La Communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas, représentée par son président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil de Communauté du 8 avril 2022, ci-après dénommée la Communauté, d'une part ;

#### Et

La commune du Tréhou représentée par son maire, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal en date du XXX, ci-après dénommée la commune, d'autre part ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'article 186 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a introduit une dérogation aux principes de spécialité et d'exclusivité gouvernant le fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, en créant le dispositif actuel des fonds de concours. Cet article, codifié au Code général des collectivités territoriales (CGCT) à l'article L. 5216-5VI dispose qu'« *Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* ».

Il résulte de ces dispositions que ces fonds de concours peuvent être versés par une communauté à une ou plusieurs de ses communes membres, ou bien, qu'ils peuvent être versés par une ou plusieurs communes membres à la communauté dont elles sont membres.

Par délibération n°2018-22 du 7 février 2018, le conseil de Communauté a instauré un dispositif de fonds de concours en faveur du commerce et de l'artisanat et en a fixé les conditions d'attribution :

- Maintien et création du dernier commerce de proximité (hors Landerneau),
- Travaux d'aménagement intérieurs ou extérieurs ayant pour objet l'accueil du projet de commerce,
- Projet se situant en centralité,
- Aide accordée une seule fois par bâtiment,
- Montant plafond 20 000 euros par commune et par an.

Cette délibération prévoit que le fonds de concours octroyé par la Communauté ne peut excéder 50 % du reste à charge de la commune maître d'ouvrage.

C'est dans ce contexte que la commune du Tréhou, maître d'ouvrage du projet décrit à l'article 2, a sollicité la Communauté afin que cette dernière participe financièrement à la réalisation des ouvrages projetés.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention :**

La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement d'un fonds de concours par la Communauté à la commune du Tréhou dans le cadre de la politique locale du commerce.

**Article 2 : Consistance des travaux et modalités de réalisation :**

La commune du Tréhou porte un projet de réouverture de son unique commerce au centre bourg au printemps 2022.

L'objectif est de rouvrir le commerce sous un format mixte : bar-restaurant, épicerie avec de nombreux produits locaux et ainsi qu'un espace pour l'organisation d'animations.

La commune du Tréhou a acquis le local commercial appartenant à la CAPLD, choix validé en conseil de Communauté du 17 septembre 2021 DCC2021-155 (cession pour un montant de 123 000 euros).

Afin d'accueillir ce nouveau projet de commerce de proximité, des aménagements du local sont nécessaires : inversion des espaces épicerie/bar, dépose et pose de cloison, travaux de plomberie et d'électricité, peinture, réparation de portes.

**Article 3 : Montant du fonds de concours attribué par la Communauté :**

Le montant du projet est estimé à 21 470 € et les financements sont attendus à hauteur de 12 560 € (fonds de concours CAPLD compris). Le reste à charge de la commune s'établit donc à 8 910€.

Financeurs	Dépense subventionnable HT	Taux sollicité	Montant de la subvention
Département	21 470,00 €	17%	3 650,00 €
CAPLD	17 820,00 €	50%	8 910,00 €
Total aides			12 560,00 €
Autofinancement Commune		41,50%	8 910,00 €
Coût total de l'opération			21 470,00 €

**Article 4 : Modalités de versement du fonds de concours par la Communauté :**

La Communauté se libérera des sommes dues à l'achèvement des travaux sur présentation par la commune des pièces justificatives suivantes :

- Etat des travaux exécutés,
- Production d'un décompte financier global de l'opération (certifié par le Trésorier),

- Décompte des subventions perçues ou non.

La Communauté ayant validé son taux de participation sur les engagements déclaratifs du maître d'ouvrage quant à ses réponses aux attentes en matière constructives de la Communauté, celle-ci se réserve le droit de vérifier in-situ la conformité des ouvrages exécutés.

La commune pourra demander, suite à la délibération fixant le taux d'intervention de la Communauté, la perception d'un acompte. Le montant de celui-ci ne pourra excéder le taux minimum de participation de la Communauté (suivant la nature des travaux et le type d'équipement).

#### **Article 5 : Autorité, contrôle, responsabilités :**

L'exécution et le contrôle des travaux objets de la présente convention se feront sous la responsabilité exclusive de la commune.

#### **Article 6 : Durée :**

La présente convention prendra effet à la date où elle sera devenue exécutoire (transmission à la Préfecture).

La commune du Tréhou s'engage à informer la Communauté du commencement d'exécution de l'opération.

La présente convention sera caduque si aucun début de réalisation n'est entrepris dans un délai de deux ans à compter de son caractère exécutoire. Ce délai est prolongé d'un an en cas de difficulté justifiée (marché infructueux, etc.).

La présente convention s'éteindra de plein droit à la date du versement effectif du solde du fonds de concours par la Communauté à la commune du Tréhou.

#### **Article 7 : Litiges :**

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Rennes, les parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

**Convention établie en 5 exemplaires.**

**A Landerneau le :  
Pour la Communauté,  
Le Président :**

**Au Tréhou, le :  
Pour la commune,  
Le Maire :**